

L'engrenage du politique et de l'économie dans le Proche-Orient arabe / Michel Aouad. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 3 (1989), pp. 156-165.

Notes au bas des pages.

I. Politique économique. II. Economie de marché.
III. Géopolitique — Moyen-Orient.

PER L1044 / FP257818P

L'ENGRENAGE DU POLITIQUE ET DE L'ÉCONOMIQUE DANS LE PROCHE-ORIENT ARABE

Cas des relations syro-libanaises

Michel AOUAD

Dans cette partie du monde, le Proche-Orient arabe, la prééminence du politique sur l'économique est de règle. Les relations que les pays arabes entretiennent entre eux sont dominées par une constante: l'économique est presque totalement dépendant du politique. C'est pourquoi, les relations économiques entre deux pays varient d'importance avec le degré d'entente ou de mésentente politique qui règne à un moment donné, et cela malgré tous les accords économiques et commerciaux qui existent déjà entre ces différents pays.

Or, vu la complexité des problèmes idéologiques et politiques qui se posent dans ces pays; vu les régimes, institutions et structures politiques qui sont loin de fonctionner d'une façon réellement démocratique; vu les allégeances opposées des pays arabes sur le plan international, et vu les intérêts vitaux des grandes puissances dans cette partie du monde, les relations politiques entre les pays arabes restent aléatoires et constamment changeantes: l'ami et l'allié d'aujourd'hui est l'ennemi de demain et vice versa.

Ce point nous paraît être d'une importance capitale pour comprendre les relations économiques du Liban avec ces pays en général, et avec la Syrie en particulier. En effet, si le Liban a 85 à 90% de ses exportations qui sont dirigées vers les marchés arabes, n'importe quelle crise politique se répercute nécessairement sur son économie; et à plus forte raison la répercussion est plus importante quand il s'agit d'une crise avec le seul pays arabe limitrophe qui est la Syrie.

La subordination politique est le prix payé par le Liban en contrepartie de ses relations économiques avantageuses avec les pays arabes; car, il est souvent acculé à consentir des concessions très importantes au risque de perdre des avantages et des intérêts économiques.

Cette dépendance de l'économie libanaise à l'égard de son environnement géo-politique comporte des risques très graves, parce que susceptibles d'engen-

drer des crises au niveau de la politique, de l'économique et du social au moindre changement dans la conjoncture régionale.

Les relations syro-libanaises se placent à l'intérieur de cette interdépendance politico-économique. Et pour former une idée assez claire sur ces relations, il est indispensable de rappeler quelques données fondamentales qui ont prévalu même avant les événements de 1975. Nos propos porteront, donc, sur deux périodes: celle qui a précédé les événements actuels et l'entrée officielle de l'armée syrienne au Liban en 1976; et celle qui a suivi cette entrée syrienne.

I – AVANT 1976: L'ÉCONOMIQUE AU SERVICE DU POLITIQUE

Quoique la Syrie ait toujours refusé d'établir des relations diplomatiques avec le Liban, comme elle l'a fait avec les autres pays arabes, même limitrophes comme l'Irak ou la Jordanie - ce que beaucoup de Libanais ont compris comme une volonté de non reconnaissance de l'Etat indépendant du Liban -, elle ne pouvait pas ignorer le fait que c'est un Etat effectivement indépendant, membre fondateur de la Ligue des pays arabes, et membre à part entière des Nations Unies. Elle ne pouvait donc traiter avec lui qu'à partir de cette réalité, et les pressions qu'elle avait la possibilité d'exercer sur lui ne pouvaient être ni d'ordre militaire, ni d'ordre politique, mais seulement d'ordre économique. Or, à ce niveau, la Syrie jouissait d'un avantage double: son importance comme marché pour l'écoulement des exportations libanaises, et sa position géopolitique.

1 – L'importance du marché syrien dans les exportations libanaises

En Syrie, les secteurs productifs n'arrivent pas à répondre à la demande, sans cesse croissante, de la population syrienne; en fait, la part du secteur industriel dans le Produit Intérieur Brut (P.I.B) atteint à peine 14%, et le secteur agricole 19% bien qu'il occupe 49% de la population active, ce qui montre la très faible productivité de ce secteur. Cette situation mène à de fortes tensions inflationnistes.

Pour contrecarrer l'inflation, l'Etat syrien recourt à un accroissement des importations. Ces derniers représentaient, en 1976, 31,3% du PNB, alors que les exportations n'en constituaient que 16%.

Vu la rapidité de la livraison et les économies dans les frais du transport, il est normal que la Syrie se tourne vers le Liban pour importer les produits qu'il peut lui fournir. En fait, depuis plusieurs décennies, la Syrie figure parmi les cinq principaux clients du Liban:

- Pour les exportations industrielles libanaises, la Syrie absorbe, en moyenne annuelle depuis 1970, 11% du total de ces exportations; et cette proportion arriva même à 20,4% en 1974.

- Pour les exportations agricoles, la Syrie constitue, sans aucun doute, l'un des marchés les plus importants pour le Liban: entre 1956 et 1960, elle importait

environ 45,5% de l'ensemble des exportations des fruits libanais; et entre 1967 et 1969, cette proportion était de 34%. A elle seule, et en moyenne annuelle, la Syrie absorbait 59% des exportations libanaises des agrumes, et 25,7% des exportations des pommes.

En conséquence, la balance commerciale fut toujours nettement excédentaire en faveur du Liban, et cela même après les événements de 1975: cet excédent se montait à 202 millions de livres libanaises en 1977, à 206 millions en 1979 et à 596 millions en 1980.

Nous nous contentons de ces quelques données pour montrer combien le marché syrien est important pour les exportations libanaises; d'où toute perturbation dans ces échanges économiques influe directement sur le marché d'exportation libanais, et même sur tout le commerce extérieur du Liban. La Syrie connaissant cette situation n'a pas hésité à utiliser cette arme pour amener le Liban à composer avec elle et à s'aligner à ses positions politiques¹.

2 - La situation géo-politique

Depuis la fermeture des frontières sud avec Israël après la guerre de 1948, le Liban est lié au reste des pays de la région par des routes qui passent nécessairement par la Syrie. L'accord économique de 1953 entre les pays arabes désigne, comme seule route officielle de transit, la route qui passe par: Beyrouth - Damas - Amman - Bagdad - Golf arabe - Arabie Séoudite. Les autres routes ne peuvent pas servir à transporter des marchandises en transit entre ces différents pays. Or, le transport routier est le moyen le plus employé pour l'exportation vers les pays arabes qui absorbent environ 90% des exportations libanaises: l'Arabie Séoudite, à elle seule, absorbe en moyenne, depuis 1977, plus de 40% du total de ces exportations.

Ainsi la Syrie commande-t-elle, par sa position géographique, à tout le secteur du transit libanais qui, jusqu'en 1975 début des événements au Liban, contribuait efficacement à la croissance de plusieurs autres secteurs: transport, tourisme, banques ..., abstraction faite de sa participation à la formation de l'excédent de la balance des paiements.

Malgré les nombreux traités, à commencer par la convention internationale de transit signée par le Liban et la Syrie en 1929, jusqu'à la convention relative au transit interarabe signée, dans le cadre de la Ligue des pays arabes, le 14 mars 1977, et malgré les accords bilatéraux, la Syrie respectait rarement ses engage-

(1) Pour de plus amples informations sur tous les chiffres cités dans ce paragraphe et le paragraphe suivant, voir:

AOUAD Michel, *Etude socio-économique des problèmes du monde rural et la politique agricole au Liban*, Paris, 1973, Thèse dactylographiée.

MAROUN Ibrahim, *L'économie libanaise, le marché arabe et la concurrence israélienne*, Publishing and Marketing House, Liban, 1984.

ments en ce domaine; en voilà un exemple seulement:²

Entre 1968 et 1973, la Syrie ferma quatre fois ses frontières aux marchandises libanaises; en 1973, la fermeture a duré plus de trois mois.

En 1969, quand le Liban voulut mettre fin aux agissements des «Fedayin» palestiniens sur son territoire, la Syrie ferma ses frontières durant plusieurs mois aux exportations libanaises, jusqu'à ce qu'il accepte de signer l'«Accord du Caire» où il céda une partie de son territoire, appelée «Fathland» par la presse, aux Palestiniens pour éviter, entre autres raisons, une crise qui commençait à atteindre tous les secteurs de son économie nationale.

Quelquefois aussi, le Liban est victime d'une crise entre la Syrie et un autre pays arabe, alors qu'il n'est aucunement concerné par cette crise d'une façon directe. Par exemple, quand la Syrie, à cause de ses différends politiques avec l'Irak, a pris des mesures pour interrompre le flux du pétrole brut irakien par l'oléoduc Kirkouk-Tripoli, qui traverse le territoire syrien, elle a privé la raffinerie libanaise de Tripoli d'être alimentée en brut irakien qui assurait une grande partie de la consommation locale en produits pétroliers, et permettait une exportation d'un excédent s'élevant à plus de 80 000 barils / jour.

L'arme économique était donc là, toujours disponible pour imposer au Liban des points de vue, l'obliger à des concessions, ou l'aligner à des choix politiques qu'il n'aurait pas adoptés habituellement. L'économique était donc efficacement utilisé au service du politique.

II – APRÈS 1976: LE POLITIQUE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIQUE

Jusqu'à l'éclatement des événements au Liban, en 1975, la Syrie avait affaire à un Etat libanais indépendant, relativement fort de ses relations régionales et internationales; elle ne pouvait, donc, exercer que des pressions de l'extérieur avec des moyens économiques et géo-politiques. Mais cette situation changea entièrement avec l'entrée officielle de l'armée syrienne, sous l'égide de la Force de Frappe Arabe (FFA), et son déploiement sur tout le territoire libanais en novembre 1976.

Maintenant, la Syrie œuvre de l'intérieur sur un Etat affaibli, divisé et disloqué, mais dont l'économie est encore assez forte; exploiter les ressources de cette économie peut aider à alléger les problèmes que traverse l'économie syrienne. La Syrie va donc changer de perspective: au lieu d'utiliser l'économique pour avoir des concessions politiques, elle va profiter de sa mainmise politique et militaire pour utiliser les possibilités de l'économie libanaise afin de

(2) Pour d'autres exemples, voir:
AOUAD Michel, op. cit., p. 161-163.
MAROUN Ibrahim, op. cit., p. 94-97 et p. 131-136.

renforcer sa propre économie, de dépasser ses problèmes financiers et d'équilibrer son budget.

Mais peut-on prouver, au préalable, qu'il y a une crise économique en Syrie? Pour prouver l'existence et l'importance de cette crise nous n'allons pas considérer ce qui se dit dans la presse - syrienne, arabe et internationale -, et qui décrit, preuves et chiffres à l'appui, la pénurie des produits de première nécessité. Nous allons recourir à des statistiques provenant des sources internationales et jouissant d'une probité et d'une grande fiabilité, vu qu'elles sont données avec d'autres statistiques concernant d'autres pays du monde, loin de toute considération ou de toute référence politiques.

Pour être bref, nous allons nous contenter de trois indicateurs: les dépenses militaires syriennes, les réserves officielles en devises étrangères et l'indice des prix à la consommation.

1. Les dépenses militaires syriennes

TABLEAU N° 1:
Comparaisons des dépenses militaires et des dépenses budgétaires en Syrie et en Egypte³

Année	Dép. militaires (en millions de \$ U.S.)		Dép. militaires per capita (en \$ U.S.)		% des dépenses milit. du total des dépenses budgét.		% des dépenses du P.I.B.		Effectifs des forces armées (en milliers)	
	Syrie	Egypte	Syrie	Egypte	Syrie	Egypte	Syrie	Egypte	Syrie	Egypte
1980	2.166	1.522	241	136	27,4	13,6	16,4	6,9	247.5	367
1981	2.389	2.100	259	48	28,8	14,3	14,5	8,5	222.5	—
1982	2.548	2.494	274	56	30	12	13,4	8,6	—	—
1983	2.821	3.043	294	66	28,4	13,1	14,3	8,7	262.5	—
1984	3.372	3.786	324	80	29,9	19,6	15,1	9,6	362.5	460
Moy. an.	2.659	2.589	278,4	77	28,9	14,5	14,7	8,4		

Ce tableau nous montre l'importance des dépenses militaires par rapport aux dépenses budgétaires et au PIB, surtout quand on les compare aux dépenses militaires d'autres pays. Nous avons choisi l'Egypte qui a mené les mêmes guerres contre Israël, qui connaît, comme la Syrie, des problèmes économiques et de développement, qui essaye de renforcer ses forces armées, et, surtout, dont la population et par conséquent les effectifs militaires - pour ne pas parler des réservistes - sont plus importants.

(3) Ce tableau a été construit à partir des statistiques fournies par: *The International Institute for Strategic Studies* (London), in *The Military Balance*, les numéros des années 1984-1986.

1• – Concernant les dépenses militaires syriennes, elles ont augmenté de plus de 55% en l'espace de quatre ans seulement, passant de 2.166 de millions de dollars à 3.372 millions, ce qui signifie des dépenses de l'ordre de 2.659 millions comme moyenne annuelle. Par contre, les dépenses égyptiennes, qui étaient moindre les premières années, représentent une moyenne annuelle de 2.589 millions de dollars.

La différence apparaît plus nette quand on compare les autres données: alors que les dépenses militaires par tête d'habitant s'élèvent à plus de 278 dollars, comme moyenne annuelle, pour la Syrie et avec une augmentation de 34,5% en quatre ans; cette moyenne n'est que de 77 dollars pour l'Égypte, c'est-à-dire plus de trois fois et demie de moins que la Syrie.

2• – Par rapport aux dépenses budgétaires et du PIB: alors que pour l'Égypte les dépenses militaires ne représentent que 14,5% et 8,4%, la proportion double pour la Syrie pour atteindre presque 29% des dépenses budgétaires et 14,7 du PIB. Cette proportion est très importante pour un pays qui, comme la Syrie, connaît de graves problèmes économiques et a de grands besoins de développement⁴.

3• – A partir de ce tableau nous pouvons évaluer d'une façon approximative les dépenses de l'armée syrienne stationnée au Liban. Les effectifs de cette armée furent évalués entre 30 et 60 mille soldats; si nous opérons à partir d'un chiffre très plausible qui est 40 mille soldats, les dépenses s'élèveront à environ 375 millions de dollars par an, c'est-à-dire, plus d'un million de dollars par jour. En fait, ces chiffres sont à majorer essentiellement, car les dépenses d'une armée qui opère en dehors de son territoire sont, au moins, le double de ce qu'elles sont quand cette armée opère à l'intérieur de son territoire et de ses casernes.

Une question se pose alors: quels profits tire la Syrie du maintien de son armée au Liban?

En plus des raisons de politique régionale et internationale, qui ne sont pas du ressort de cet article, la Syrie trouve deux profits d'ordre économique par le maintien de son armée au Liban:

a – Elle a fait payer aux autres pays arabes, surtout pétroliers et en devises étrangères, les frais de son armée présente au Liban. Pourtant cette aide a diminué substantiellement après les événements de 1978 et le retrait des autres pays arabes de la Force de Frappe Arabe (FFA).

b – Même après l'arrêt d'une bonne partie de l'aide arabe, la Syrie a jugé encore profitable de garder, et même de renforcer sa présence militaire au

(4) Entre 1979 et 1984 la proportion des dépenses militaires au PIB ne dépassait pas, en moyenne, 1,6% en URSS et 6,1% aux États-Unis. Voir *The International Institute for Strategic Studies*, op. cit., Numéros des années 1984-1987.

Liban; car, en plus de l'assurance de ses intérêts politiques, elle assure un profit économique très important par sa dominations sur l'économie libanaise - nous en parlerons plus loin -.

2 - Le ratio, ou le rapport des réserves en devises étrangères aux importations syriennes

TABLEAU N° 2:

Le ratio: Réserves officielles en devises étrangères par rapport aux importations syriennes, et durée de couverture à l'avance de ces importations (1978-1985)⁵

Année	1978	1979	1980	1981	1982	1983	Moyenne(1983-85) ⁶
Réserves officielles / importations en %	21,7	24,6	10,9	7,0	5,9	1,3	1,1
Durée de couverture							
en mois ...	2,6	2,95	1,3	0,84	0,7	0,15	0,13
en jours ...	78	88	39	25	21	5	4

Les chiffres de ce tableau n'ont pas besoin d'être commentés, ils sont éloquentes par eux-mêmes, en effet:

- En l'espace de sept ans la proportion des réserves officielles en devises étrangères a diminué de plus de vingt fois, passant de 21,7% à 1,3% et à 1,1%.

- Cela signifie que ces réserves ne peuvent couvrir les besoins en importations que pour 4 ou 5 jours au maximum.

Ceci nous montre la situation critique des finances syriennes et le besoin vital pour les devises étrangères ou, au moins, pour des substituts à ces devises pour assurer les importations indispensables, surtout que les secteurs de production, industriel et agricole, sont assez faibles comme nous l'avons indiqué plus haut.

(5) Les chiffres de ce tableau ont été établis à partir des données fournies par: *International Monetary Fund*, *International Financial Statics*, *Balance of payments statics*, Numéros des années citées.

(6) *American Arab Affairs*, N° 19, hiver 1986-1987, p. 75.

3. L'indice des prix

TABLEAU N° 3:
L'indice des prix en Syrie: 1977-1985
(Année de base 1980 = 100)⁷

Année	1977	1979	1981	1983	1984	1985
Vente en gros	70,9	87,0	119,0	136,0	148,0	—
Prix à la consommation	76,4	84,1	118,4	143,4	156,6	176,1

En l'espace de quatre ans, les prix au gros ont augmenté de 48%, et les prix à la consommation de plus de 76% en l'espace de cinq ans; ce qui donne une moyenne annuelle de 15%. C'est l'indicateur d'une situation inflationniste ouverte.

Pourtant, dans un pays où les dépenses improductives (militaires en l'occurrence) s'élèvent à presque 30% des dépenses budgétaires, où il y a une pénurie des produits de première nécessité, où prolifère le marché noir ... l'indice de l'inflation est censé être de loin supérieur à ce que montre ce tableau. Or l'utilisation du marché libanais et de la différence de change entre la livre libanaise (L.L.) et la livre syrienne, va permettre à la Syrie de maîtriser, ne serait-ce que partiellement et temporairement, les tensions inflationnistes.

4 - *Le marché libanais: une échappatoire possible?*

Pour sortir de cette situation et freiner la crise et la dégradation de son économie, la Syrie va exploiter les possibilités de l'économie libanaise qui était restée assez forte jusqu'en 1983, où le dollar U.S. valait moins de 4 L.L., et la livre syrienne moins d'une L.L. Cette exploitation de l'économie libanaise va apparaître surtout à deux niveaux - pour se limiter on n'évoque pas d'autres domaines: taxes, ports et aéroport, usines, électricité ... - :

1• - Utilisation des produits importés par les commerçants libanais: ainsi la Syrie, sans avoir besoin de recourir à ses propres devises étrangères, profite-t-elle des devises étrangères libanaises pour assurer ses importations. La chose est rendue possible du fait que la Syrie contrôle presque 60% du territoire libanais, et que le marché libanais est totalement libre, au niveau des changes et des échanges, et n'est soumis à aucun contrôle officiel; ainsi la Syrie achète en livres syriennes ce que les importateurs libanais ont payé en devises étrangères.

En plus, la Syrie achète les produits libanais, agricoles et industriels, qui ne sont pas comptabilisés en devises étrangères et n'arrivent pas à suivre la rapidité de la hausse des taux de change. A ce niveau la Syrie profite de la différence des

(7) Source: International Monetary Fund
International Financial Statics, April, 1987.

taux de change de la livre syrienne qui varient actuellement autour de 12,50 L.L.⁸.

2° – Utilisation des produits subventionnés au Liban comme les produits pétroliers (essence, mazout, fuel...) et les produits alimentaires (blé, farine, sucre...). Pour avoir une idée de l'envergure de ce problème, et sur lequel nous n'avons malheureusement pas de statistiques disponibles et fiables, nous donnons un simple exemple: En octobre 1987, avant donc la levée de la subvention officielle, et avant les dernières hausses des prix des carburants, les 20 litres d'essence se vendaient, à 290 L.L., ce qui représentait à cette date à peine 20 L.S., vu la différence des changes entre les deux monnaies; alors qu'ils coûtaient presque cinq fois plus sur le marché syrien.

Ce faisant, la Syrie arrivait à économiser ses réserves en devises étrangères, ou au moins à pallier à leur déficience; à assurer une bonne partie de ses produits d'importation; et à freiner son inflation galopante. Ainsi parvient-elle également à:

- Alléger le déficit de sa balance de paiements.
- Combler une partie de son déficit budgétaire.
- Freiner la hausse des prix à la consommation et diminuer la pénurie des produits manufacturés, agricoles, et de première nécessité (pain, lait, viande, essence, mazout...).

La question se pose alors, pourquoi les Libanais, surtout les responsables politiques et économiques, ne réagissent-ils pas pour contrecarrer cette situation de fait?

Deux raisons nous semblent être à l'origine d'un tel état:

1° – Une raison économique d'ordre interne relevant de la nature même du système économique libanais, raisons structurelles et même personnelles que nous avons entrepris d'exposer dans d'autres études⁹ et qui sont à la base de la détérioration de la situation économique au Liban.

2° – Une raison politique d'ordre externe: il nous semble, en effet, que la présence militaire de la Syrie et sa mainmise politique sont pour quelque chose dans le maintien, sinon dans le renforcement de cette état de fait. Contrôlant la décision d'une bonne partie des Libanais surtout dans les régions qui sont sous sa domination directe, la Syrie a encouragé et même imposé le boycottage du pouvoir, ce qui va arrêter pratiquement le fonctionnement de l'Etat; or l'éco-

(8) En janvier 1989.

(9) Voir spécialement AOUAD Michel, *L'économie libanaise: simple crise ou faillite générale?* in Annales de Philosophie et Sciences Humaines, volume 1, Année 1987, pp. 40-62.

nomie ne peut fonctionner normalement en dehors d'un pouvoir qui la guide, l'organise et la contrôle, et qui prend les mesures nécessaires qui s'imposent surtout en ce qui concerne les finances et la monnaie.

* * *

Notre conclusion est que cet exemple des relations syro-libanaises, qui démontre l'évidence de l'engrenage du politique et de l'économique, n'est pas unique en son genre dans les relations interarabes; on aurait pu analyser les relations entre d'autres pays arabes et arriver presque à des résultats analogues. La situation étant ce qu'elle est, la question fondamentale qui se pose est la suivante:

Vu cet état de fait, qui ne semble pas pouvoir changer de sitôt vu les données politiques conflictuelles qui commandent actuellement les relations entre les différents pays arabes qui s'orientent plutôt vers la création d'une multitude de petites unités économiques régionales dont les plus importantes sont: le Conseil de Coopération du Golfe qui regroupe la plupart des pays arabes du Golfe, le conseil de Coopération Arabe¹⁰ et l'Union du Maghreb Arabe¹¹. Est-il possible encore d'arriver à une coordination réelle et efficace à quelque niveau que se soit: militaire, sociale ou même politique? D'acucuns commencent à parler, et de nouveau, de la constitution d'un marché arabe commun, à l'instar du marché européen et de l'Europe de 1992, cela ne semble-t-il pas un peu illusoire?

(10) L'Accord de ce «Conseil» fut signé le 16/2/1989 entre l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen du Nord.

(11) L'Accord de cette «Union» fut signé le 17/2/1989 entre l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie.